

Texte d'orientation pour le Congrès départemental Solidaires 76

le 15 octobre 2020,

1) Prendre la mesure des attaques auxquelles nous sommes confrontés, c'est le premier pas pour parvenir à les repousser.

Des attaques répétées et de plus en plus violentes de nos droits et libertés se succèdent avec une fréquence de plus en plus élevée. Les gouvernements successifs de droite ou de « gauche » ne cessent d'augmenter la pression libérale et liberticide sur l'ensemble des classes populaires du pays (travailleurs-travailleuses, précaires, chômeurs, chômeuses, retraités, femmes...). La retraite à points concoctée par Macron et ses sbires (avec la complicité sans fard de la CFDT) est le dernier épisode en date de ces attaques répétées.

Certes, avec les prédécesseurs de Macron, le système de retraites par répartition avait déjà subi à plusieurs reprises les foudres du capital. Mais depuis Hollande, les choses se sont accélérées, la loi Travail les ordonnances Macron ont sévèrement bousculé, désorienté et entravé le champ d'action des syndicats. Nos capacités militantes se sont affaiblies (C.S.E), le temps des élus, leur nombre, ainsi que leurs droits ont été réduits. Le cumul des tâches (CE+CHSCT+DP), doublé de périmètre souvent de grande dimension (parfois national...), a fini de complexifier notre intervention. Ce mode de fonctionnement éloignant les élus du terrain favorise encore davantage un syndicalisme d'accompagnement et l'apparition de « professionnels » de la négociation, incompatible avec le syndicalisme que nous défendons.

A peine ces transformations mises en place, l'heure de la croisade Macroniste était déclarée. Dans un premier temps, il s'agit d'attaquer de front les bastions de résistance ouvrière traditionnelle afin d'affaiblir la résistance du mouvement social dans son ensemble (notamment lors de la grève SNCF de 2018). Il était nécessaire pour les ultra-libéraux de saper le moral, en cassant les « durs » et de prouver que la lutte coûte et ne paye pas. Une fois cette phase passée, c'est au cœur des acquis ouvriers que s'est portée l'attaque avec les retraites, certes la retraite à point reste un système par répartition mais avec la baisse programmée des pensions, il

ouvre la porte aux fonds de pension. Mais au-delà, c'est l'ensemble des acquis sociaux qui sont menacés.

La récente catastrophe sanitaire créée par le Coronavirus est utilisée avec un opportunisme tout à fait écœurant par les possédants pour porter le fer sur les congés payés et les 35h. Le filet de protection de base que représentent le droit d'alerte et celui de retrait (issus des ex CHSCT) est également menacé. L'économie a primé la plupart du temps sur la santé : les salariés sont allés au travail avec des protections insuffisantes, subissant la pression des employeurs. Le discours sur les activités essentielles au pays a vite pris l'eau, au profit de la loi du marché et de la protection des dividendes. Nous vivons désormais dans un état d'urgence qui vise à devenir permanent. Les libertés individuelles ou collectives sont sans cesse remises en cause et limitées. La répression violente, policière, financière ou juridique accompagne malheureusement chaque mouvement. Comment ne pas s'insurger devant une telle société ?

2) Que faire dans un tel contexte ? Ni rire ni pleurer mais lutter encore et toujours !

Nous devons organiser la riposte. Le Coronavirus démontre que le modèle capitaliste est à bout de souffle (comme le démontre la crise climatique ou la barbarie des morts des migrants en Méditerranée). Le dogmatisme ultra-libéral de nos dirigeants en matière d'économie et de services publics est une folie mais de plus en plus de gens s'en rendent compte et descendent dans la rue (voir le mouvement des Gilets Jaunes, la lutte contre la retraite à points, les marches pour l'urgence climatique, le renouveau des luttes féministes...). On l'a vu lors du mouvement pour la défense des retraites : La majorité de la population est de notre côté même si lutter massivement et gagner reste difficile ! La difficulté à entrer dans la grève pour beaucoup de secteurs a pesé sur les chances de réussite du mouvement.

Nous devons en profiter pour faire connaître et avancer nos positions. Il nous faut préparer les combats futurs qui seront inévitables, travailler notamment sur l'idée des caisses de grève ou de fonds de grève de réserve. Car l'espoir existe encore : le mouvement des gilets jaunes, hétérogène, contradictoire, a été un élément de la colère contre le gouvernement . On a également vu que malgré la multitude des attaques et leur violence, les bastions de luttes restent en capacité à mener des luttes majeures (SNCF 2018, RATP décembre 2019 et janvier 2020). Et la lutte en défense des

retraites a redémontré une nouvelle fois s'il était nécessaire que la grève générale seule peut entraîner le blocage de l'économie et du système .

Localement notre union syndicale inter-pro a su prendre pleinement sa place malgré la petite taille de Solidaires, notamment (mais pas uniquement) sur l'agglomération de Rouen pendant la grève des retraites. Notre organisation a été moteur dans l'intersyndicale départementale faisant aboutir de façon concrète nos projets d'actions. Les militantes et militants de nos syndicats ; partageant les lieux d'action, d'assemblées, ... ont été moteurs de la prise en main de la lutte par les grévistes eux-mêmes, même si les cadres d'auto-organisation restent bien faibles par rapport à ce qu'ils ont pu exister dans le passé. Nous avons su nous organiser et entraîner d'autres militant.es et d'autres salariés (et pour certains d'entre eux, des Gilets Jaunes) pour que des grévistes des secteurs en pointe puisse être présent aux A.G où la lutte était plus difficile à construire. L'activité de nos militant.es a permis aux camarades qui nous représentaient à l'intersyndicale de ne rien céder aux syndicats les moins motivés. Sans l'investissement de l'ensemble de Solidaires dans cette lutte le conflit aurait été bien pâle. La bureaucratisation qui ronge les organisations syndicales aurait vite fait frôler à ce mouvement l'inertie totale.

Pour autant nous devons continuer à nous préparer et à nous former pour l'avenir.

Une des priorités de notre union est de continuer à former nos militant.es et adhérent.es. La Commission formation Solidaires 27/76, qui depuis de nombreuses années, assure des formations de qualité à la satisfaction des syndicats, continuera ce travail. Deux axes de formations sont à développer :

1) On doit notamment mieux préparer nos militant.es à préparer et gérer un conflit, certains secteurs on l'a vu, sont moins coutumiers de la grève que d'autres. Ils ont dû sur le tas réapprendre à s'organiser dans la lutte, un partage d'expériences et une formation théorique est possible, nous l'organiserons.

2) Des efforts sont à faire pour continuer à former nos adhérents à l'auto-protection (formation S.A.P) car malheureusement le cadre de nos manifestations et d'actions a évolué vers une répression policière accrue et des violences. Des provocations et pressions existent, le rapport entre O.S et préfecture est loin d'être un long fleuve tranquille. ChacunE d'entre nous doit pouvoir apprendre à réagir en cas de situation dégradée, afin que notre cortège, nos manifestants, nos porte-paroles puissent faire entendre

la parole de Solidaire malgré toutes les difficultés possibles (police, extrême droite, hostilité aux syndicats...).

3) Pour changer le modèle de société il faut développer des formations larges destinées à l'ensemble de nos adhérents, tant sur le fonctionnement économique et politique du monde actuel que sur les valeurs portées par Solidaires.

4) Il est important que le maximum d'adhérent-es participent aux formations pour connaître Solidaires et s'armer pour militer

Nos axes de travail :

La question climatique et écologique est un sujet majeur aujourd'hui sur lequel nous devons peser. Nous avons soutenu les mobilisations de ces dernières années mais nous devons franchir un cap en intégrant totalement cette dimension à notre militantisme. Cela veut dire une implication des syndicats de l'Union et plusieurs membres de notre Union pour suivre cette thématique. La mise en place d'une commission départementale est à envisager.

La crise « covid 19 » pèse fortement sur la situation et nécessite d'adapter notre travail syndical à la « sortie de crise ». Alors que le patronat réclame toujours plus et cherche à attaquer le temps de travail, la RTT... avec le soutien du gouvernement, nous devons travailler à préparer « le jour d'après écologique, féministe et social ». Nous relaierons et participerons aux initiatives auxquelles participe Solidaires national comme par exemple la pétition « plus jamais ça, signons pour le jour d'après » .

Un des caps à maintenir est la lutte pour le droit des femmes. Nous sommes loin d'être parfaits mais c'est une thématique où Solidaires a un temps d'avance sur les autres organisations. Ce sujet a « malheureusement » un grand avenir devant lui (on l'a vu encore lors du confinement avec l'explosion du nombre de femmes battues au sein du foyer). Nous devons continuer le travail de formation, mais également renforcer nos échanges en développant la présence des syndicats dans notre commission d'intervention féministe.

La défense des services publics et notamment la santé sont un axe fort de notre travail pour les années à venir

La question du chômage et de la précarité va devenir encore plus importante et nécessite que notre union départementale avec ses syndicats professionnels renforce le travail et le soutien à Solidaires Précaires.

La question de lubrizol est au carrefour des préoccupations environnementales et des questions de santé (au travail mais aussi plus largement des citoyens). Nous devons continuer à participer aux initiatives unitaires sur l'agglomération rouennaise.

Nous continuerons notre action sur les questions de l'antiracisme, de l'antifascisme en participant aux divers comités et initiatives unitaires,...

Solidaires 76 doit continuer à multiplier les initiatives qui permettent à nos militants de se croiser et de créer du lien entre eux. Cela donne du corps à notre organisation et permet de concrétiser notre vision de la solidarité de la démocratie dans un consensus fraternel de bonne qualité.

Le fonctionnement de Solidaires 76 repose sur son Conseil où tous les syndicats et UL doivent apporter leurs expériences et sur le bureau qui doit être représentatif de la réalité de nos syndicats.

Solidaires 76 continuera à travailler dans les commissions nationales de Solidaires où elle est présente (précarité, protection sociale, antifascisme).